



Tous azimuts



LE BLOC-NOTES DE
FRANÇOIS SOUDAN

Jeu de go et nid d'amour

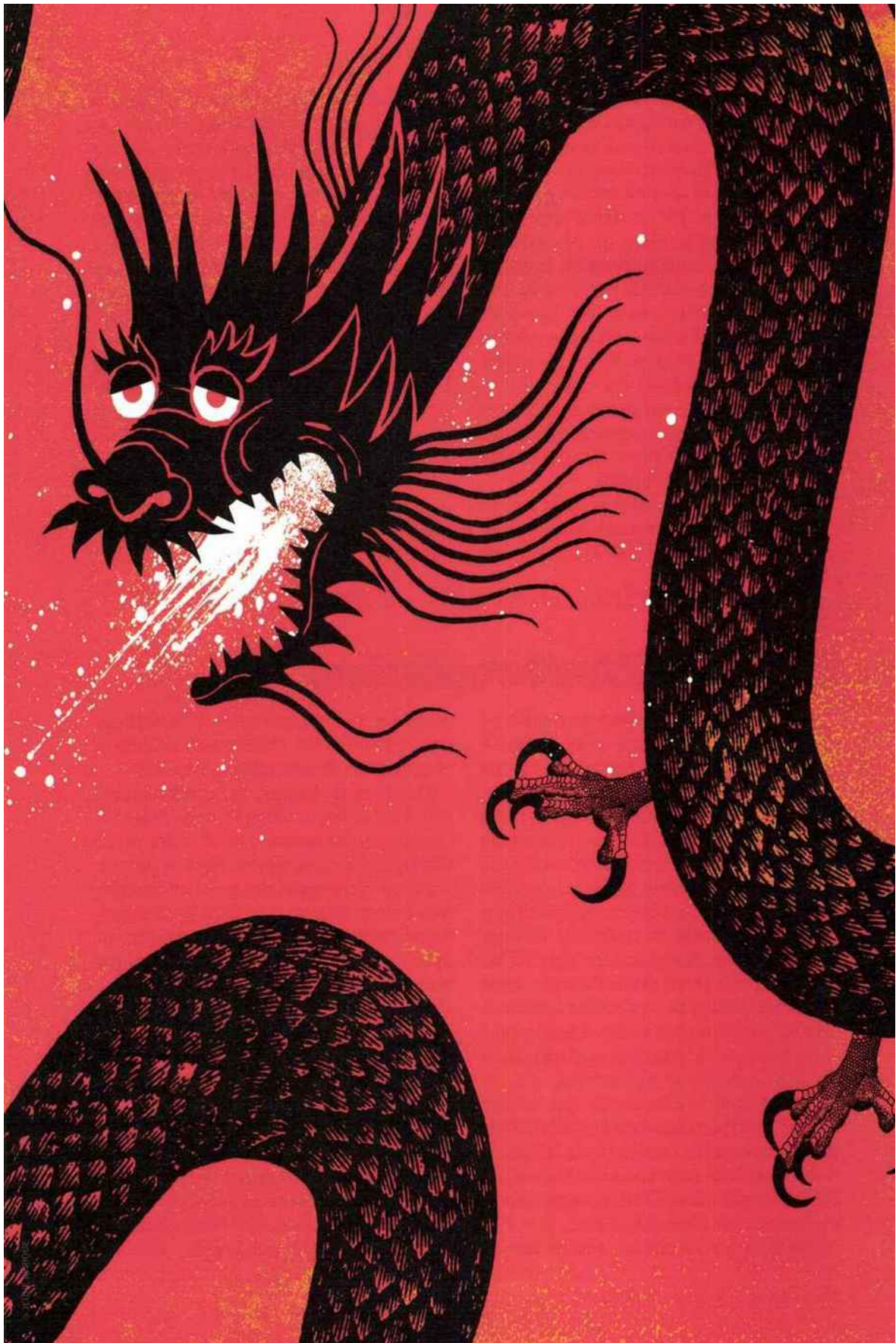
On l'avait oublié depuis les expéditions de l'eunuque Zheng He, qui au xv^e siècle conduisit les jonques impériales jusqu'à Djeddah et Zanzibar, mais la Chine est aussi une puissance maritime globale. Les deux diplomates chinois avec qui je déjeune en ce début décembre Chez Ly, un restaurant du xvii^e arrondissement de Paris, tiennent à me le rappeler : les nouvelles routes de la soie de Xi Jinping sont liquides. D'où l'intérêt très particulier, ajoutent-ils, que les stratèges de Pékin portent à ces verrous essentiels pour les exportations et l'accès aux ressources minérales de l'empire du Milieu que sont les détroits. Celui de

Ces dernières années, la Chine a quadruplé le nombre de ses fonctionnaires à l'ONU.

Malacca entre les océans Pacifique et Indien, Ormuz à l'entrée du golfe Persique, Bab-el-Mandeb porte de la mer Rouge, le canal de Suez, qui donne accès à la Méditerranée, et celui de Gibraltar qui en clôt la sortie, sont pour eux des objectifs prioritaires. Entre la soupe de citrouille et le nid d'amour aux fruits de mer, l'un de mes hôtes pose sa tablette (Huawei, cela va de soi) et pointe son doigt sur l'écran où apparaît un planisphère. « Notre *soft power*, celui qui à terme contrebalancera la domination américaine sur le monde, passe par des investissements gagnant-gagnant dans les pays qui contrôlent ces détroits. »

Philippines, Indonésie et Malaisie, Pakistan, Djibouti, Égypte, Maroc : de la nouvelle capitale à 11 milliards de dollars rêvée par le néopharaon al-Sissi à l'est du Caire aux ports de Karachi, Colombo et Djibouti en passant par le mégaparc industriel de Tanger Tech, la politique des détroits engloutit une part substantielle des flux financiers que la Chine consacre à ses quelque six cents projets actuellement en cours de réalisation dans cent douze pays à travers le monde. Acquérir la suprématie maritime est au cœur de cette sorte de plan Marshall planétaire et silencieux, destiné à fonder un réseau d'alliances économiques et militaires, à la réalisation duquel le *leadership* chinois s'attelle avec une exceptionnelle rationalité depuis deux décennies.

Le sorbet litchis-gingembre et le thé du Yunnan sont propices aux confidences – contrôlées, bien sûr. Mes diplomates – une femme, un homme, tous deux la trentaine – retracent leur itinéraire étrangement semblable : études en Chine, Sciences Po Paris, postes au sein d'ambassades en Afrique francophone et au Maghreb, passage par les Nations unies, retour à Pékin, affectation en France. Leur français est impeccable, leur anglais oxfordien. Ils sont souriants, brillants, parfois spontanés et totalement lisses. Ce sont les soldats de cette armée d'experts que Xi Jinping a envoyé pour occuper le vide stratégique laissé par les Américains au sein des organisations internationales. Ces dernières années, la Chine a quadruplé le nombre de ses fonctionnaires





à l'Organisation des Nations unies, doublé le montant de sa participation au budget de l'ONU, alloué un milliard de dollars aux opérations de maintien de la paix et déployé 2 500 casques bleus sur le terrain – africain en particulier. Aucun département de l'immeuble de Manhattan, des affaires politiques au Conseil économique et social, n'échappe à son emprise progressive. Des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Chine est la seule à s'être donné les moyens d'une telle montée en puissance. Au point de contrôler les votes de l'Assemblée générale sur des dossiers aussi sensibles que la Syrie, les droits de l'homme, les sanctions et bien sûr le sort des musulmans ouïgours du Xinjiang.

Aux dernières nouvelles, prenant acte du fait que son adversaire commercial et aussi stratégique numéro un n'était plus la Russie

mais la Chine, l'administration Trump a décidé de réagir – en particulier en Afrique, jusqu'ici totalement délaissée par un Président qui a mis plus d'un an après son investiture pour recevoir l'un de ses homologues africains et s'apercevoir par la même occasion qu'une demi-douzaine de postes d'ambassadeurs américains sur le continent étaient vacants. Mi-décembre, le Conseil national de sécurité a déposé sur le bureau de Donald Trump un projet de nouvelle stratégie, réorientant les priorités des États-Unis en matière de politique africaine : la lutte contre le terrorisme passe désormais au second plan, derrière la nécessité de contrer l'influence chinoise – et les velléités russes d'implantation – en Afrique. Pas de quoi inquiéter mes deux africanistes de Chez Ly ; au jeu de go du *soft power*, ils ont dix longueurs d'avance...

La fin de l'Anthropocène

La COP (Conférence des parties) 24 s'est achevée le 16 décembre à Katowice (Pologne), dans une indifférence quasi générale. Emmanuel Macron, qui avait prévu d'y apparaître en *guest star* anti-Trump de la cause écologiste, est resté à Paris, tétanisé par la crise des « Gilets jaunes ». Consigne a été donnée au ministre François de Rugy, pourtant en charge de ce dossier, de faire de même. C'est donc à la secrétaire d'État auprès de ce dernier, Brune Poirson, qu'est revenue la charge de représenter la France. Ce n'est pas minimiser le rôle, encore moins les convictions, de cette Franco-Américaine de 36 ans, diplômée de Harvard et de la London School of Economics, que de dire qu'à ce grand rendez-vous annuel de l'angoisse écologique, ce n'était pas la France de Nicolas Hulot et de Théodore Monod qui était présente, mais celle des petites classes moyennes en chasuble citron fluo qui n'aspire qu'à une chose : conserver un

mode de vie consommateur de ressources non renouvelables, producteur de déchets et extincuteur de mécanismes naturels.

Pendant ce temps, inexorablement, les courbes du développement délétère contemporain croisées avec celles de la démographie nous rapprochent du jour où la vie sur Terre deviendra quasi impossible. Rendues publiques à la COP 24, les dernières statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les zones les plus polluées au monde sont proprement effarantes. L'Inde et ses 246 centrales électriques au charbon est, à cet égard, le laboratoire de tous nos cauchemars. Sur 1,3 milliard d'habitants, à peine 1 % respirent un air considéré comme sain selon l'OMS. Dans le triangle Mumbai-New Delhi-Kolkata au nord de la péninsule, le taux d'oxyde de carbone est de sept à onze fois supérieur aux normes fixées par l'Organisation. La Chine, avec l'axe Pékin-Shanghai de tous les dangers, suit de près : 98 % de



la population y respire un air vicié au-delà des limites sanitaires. Parmi les pays émergents, qui ont fini par renoncer à prétexter la responsabilité des Occidentaux dans l'émission du gaz à effet de serre pour se défaire de la leur, le Pakistan et le Bangladesh sont eux aussi très largement hors normes. L'Afrique n'est évidemment pas épargnée. 70 % des Sud-Africains, des Nigériens et des Camerounais, 48 % des

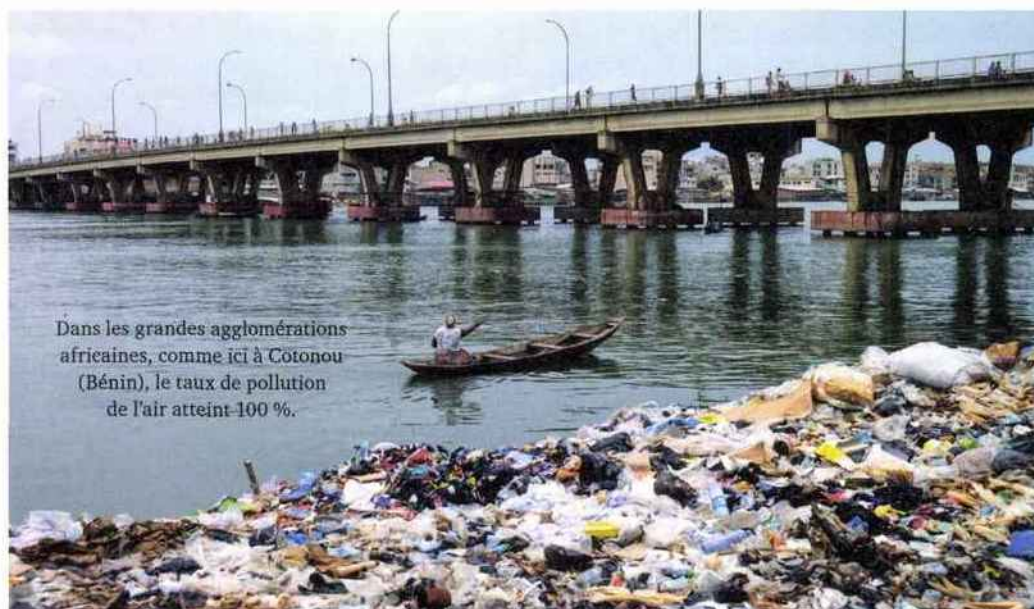
Pour respirer sans risque, il faut aller au Niger, à Madagascar, en Jordanie ou en Norvège.

Égyptiens et des Marocains sont exposés à un air dont le degré de pollution varie entre le double et le sextuple des normes OMS. Dans les grandes agglomérations comme Casablanca, Kinshasa, Luanda ou Johannesburg, ce taux atteint 100 %. Pour respirer sans risque, il faut aller au Niger, à Madagascar, en Jordanie ou en Norvège.

Sans donner dans le catastrophisme et les phobies absurdes, le diagnostic sur le risque écologique est incontestable. Mais il reste très largement abstrait. Et son corollaire – l'effondrement de la biodiversité,

ce que les scientifiques appellent « la sixième extinction » en cours des espèces végétales et animales – se joue sur le long terme et concerne les générations futures. D'où les résistances et parfois le déni, joints au fétichisme de la croissance illimitée, sur lesquels surfent Donald Trump, une demi-douzaine de prix Nobel climatosceptiques, Claude Allègre et tous ceux qui pensent que le réchauffement climatique est « un canular inventé par les Chinois pour tuer

l'industrie américaine et européenne » (dixit le 45^e président des États-Unis). Il est vrai que l'urgence écologique a tendance à être assénée jusqu'à saturation par les *leaders* verts et les organisations non gouvernementales sur le mode de l'injonction punitive, privative et expiatoire – ce qui est la meilleure façon de susciter le rejet. Il faut pourtant trouver le moyen de convaincre que la mutation de l'humanité qui s'annonce se fera, de gré ou de force et que nul n'y échappera. Les décennies à venir de l'Anthropocène, l'Ère de l'homme agissant sur l'écosystème apparue à la fin du XVIII^e siècle avec la révolution industrielle, sont désormais comptées. Le temps de la Terre n'est pas forcément le temps des hommes sur terre. Autant le savoir. ●



Dans les grandes agglomérations africaines, comme ici à Cotonou (Bénin), le taux de pollution de l'air atteint 100 %.

© JEUNE AFRIQUE